

Entretien

Brésil : un nouveau modèle de réforme agraire

mercredi 12 décembre 2007, par [SAMPAIO Fernando](#), [STEDILE João Pedro](#) (Date de rédaction antérieure : juillet 2007).

Le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST) considère que le modèle de réforme agraire classique a été vidé de son contenu « par les élites brésiliennes qui ont adhéré au néolibéralisme, un modèle dominé par le capital financier et international ». Il propose au gouvernement brésilien un plan à moyen et long terme pour l'agriculture brésilienne en lien avec un nouveau type de réforme agraire.

Selon João Pedro Stédile, de la direction nationale du MST, le premier pas consiste en une démocratisation de la propriété de la terre, « un emblème républicain » qui pourrait être établi en limitant l'étendue de la propriété rurale. « Il est inadmissible qu'une entreprise quelconque puisse posséder 100 000 ou un million d'hectares simplement parce qu'elle a de l'argent », souligne-t-il. De son point de vue, le Brésil a besoin d'un nouveau modèle agricole, basé sur de petites et moyennes propriétés. « Pour cela, nous devons avant tout vaincre le néolibéralisme, au moyen de la construction d'un modèle de développement national qui donne priorité à la distribution de la richesse ».

— Vous admettez que le modèle de réforme agraire défendu par le MST est épuisé ? Que faudrait-il faire ?

Durant tout le XX^e siècle, les mouvements paysans d'Amérique latine ont lutté pour ladite réforme agraire classique, combinant une redistribution des terres avec un projet de développement de l'industrie nationale, un renforcement du marché intérieur et une redistribution des revenus. Ce modèle permettait aux paysans de sortir de la pauvreté et promouvait un développement plus juste. C'est ce qui s'est passé dans tous les pays de l'hémisphère nord, mais les élites brésiliennes ont adhéré au néolibéralisme, un modèle dominé par le capital financier et international, et dans ce contexte, la réforme agraire classique a été vidée de son contenu.

Le modèle a été épuisé par la politique des élites, et non par notre volonté. Néanmoins, la question agraire n'est pas résolue, et nous avons 150 000 familles vivant dans des campements et plus de quatre millions de familles sans terre dans le pays. Devant cette situation, le MST va se battre pour une réforme agraire d'un nouveau type, combinant la démocratisation de la terre avec une réorganisation de la production ayant pour priorité la production d'aliments pour le marché interne, sans l'actuel contrôle des entreprises transnationales. Nous avons également besoin d'une réforme agraire qui adopte un nouveau modèle technologique : respect de l'environnement, transfert vers l'intérieur du pays des agro-industries sous forme de coopératives, accès à l'école et à l'éducation.

— Quelles sont vos propositions pour l'agriculture brésilienne ? Quel serait le nouveau modèle agricole ?

Le pays a besoin d'un nouveau modèle agricole, basé sur la petite et moyenne propriété. Pour y

parvenir, il nous faut avant tout vaincre le néolibéralisme en impulsant un nouveau modèle de développement national, privilégiant la redistribution de la richesse et l'industrie nationale. Il faut surtout une priorité absolue à la création de postes de travail et d'emplois pour que le peuple dispose de revenus.

Le premier pas vers ce nouveau type de réforme agraire est la démocratisation de la propriété de la terre, mot d'ordre républicain qui peut être mis en œuvre en limitant la taille de la propriété rurale.

On ne peut admettre qu'une quelconque entreprise puisse posséder 100 000 ou un million d'hectares simplement parce qu'elle a de l'argent. Les vrais agriculteurs, y compris capitalistes, savent qu'avec un domaine de 1 000 hectares, on peut gagner beaucoup d'argent. L'organisation de la production devrait répondre en priorité aux besoins du marché intérieur. Le plus important marché potentiel des produits agricoles n'est ni l'Europe ni les Etats-Unis, mais les pauvres du Brésil. Ici, nous avons 60% de la population qui s'alimente mal.

Autrement dit, nous avons 120 millions de Brésiliens qui souhaiteraient consommer, mais qui n'ont pas de revenus. Actuellement, les transnationales qui s'implantent contrôlent la production, le commerce et les prix. Cela ne va pas. Comme alternative à ce contrôle de la production et de la transformation des aliments, nous devons déplacer les petites agro-industries à la campagne, ce qui générerait des emplois et des revenus à l'intérieur du pays.

Nous avons également besoin d'une nouvelle configuration productive dans les campagnes, avec l'utilisation de techniques respectueuses de l'environnement, qui produisent des aliments sains, qui ne soient pas bourrés d'agrottoxiques, qui affectent la santé de toute la population, y compris celle des villes. Cette dernière pense souvent que ces aspects ne la concernent pas du tout, quitte à payer ensuite cette méconnaissance par des séjours à l'hôpital.

Enfin, nous avons besoin de services publics pour les campagnes, surtout dans le domaine de l'éducation formelle et la formation du citoyen paysan. Le paysan sans formation ne voit que la terre devant lui, et ne comprend pas la complexité de la société brésilienne et de la lutte de classes. Nous faisons d'énormes efforts pour élever le niveau de conscience culturel et politique.

Récemment, lors de notre congrès, nous avons lancé une campagne nationale d'alphabétisation dans les zones rurales, basée sur la méthode cubaine « Yo si puedo ». Il nous faut maîtriser l'instruction et avancer dans l'enseignement formel. Ceux qui sont dans les filières de l'enseignement primaire doivent viser l'enseignement secondaire, et ceux qui sont dans l'enseignement secondaire doivent aller à l'université. C'est pour cela que nous avons un seul mot d'ordre : pour être militant des Sans-terre, il faut toujours être en train d'étudier.

— Comment sont les campements du MST dans le pays ?

Les campements sont formés par des familles de travailleurs ruraux pauvres, qui reçoivent les salaires les plus bas de la société brésilienne, et qui comprennent que la terre devrait être à ceux qui la travaillent, et non à ceux qui la possèdent comme partie de leur patrimoine ou qui produisent pour l'exportation. Ce sont des pauvres qui vivent comme métayers coupeurs de canne à sucre boias-frias [litt. « gamelles froides », travailleurs journaliers], comme travailleurs saisonniers, et qui veulent avoir leur propre terre à cultiver.

Il y a aussi des familles pauvres qui ont été expulsées de la campagne et qui se sont déplacées vers la périphérie des villes et qui souhaitent retourner à la campagne. Elles voient en effet dans le Mouvement une alternative qui leur permettra d'obtenir de la terre, d'améliorer leurs conditions de vie, d'avoir leur propre maison, un jardin potager à cultiver et où travailler, une éducation, des

loisirs et des soins de santé pour la famille.

— La victoire de l'agrobusiness à la campagne oblige le MST à se politiser et à chercher de nouveaux mots d'ordre de lutte ?

Nous ne croyons pas à la victoire de l'agrobusiness ni du néolibéralisme. Lors des deux élections où le président Lula l'a emporté, le peuple a voté contre le néolibéralisme, qui est un modèle qui vise à concentrer les terres, la richesse et les revenus, qui crée davantage de pauvres et de chômeurs et qui n'est pas à même de résoudre les problèmes de la société. L'implantation de l'agrobusiness a politisé notre mouvement, parce que l'actuel niveau de la lutte pour la réforme agraire implique le renversement du modèle économique néolibéral et la construction d'un projet de développement capable de résoudre les problèmes du peuple brésilien en créant les conditions pour un nouveau type de distribution des terres.

— La réforme des lois du travail provoquera prochainement une polémique. Quelle est votre position à ce sujet ?

Nous nous opposons au retrait de droits historiques conquis par les travailleurs au prix de beaucoup d'efforts et de luttes tout au long du XX^e siècle. Nous sommes aux côtés du mouvement syndical, populaire et étudiant dans une grande journée contre la réforme de la Sécurité sociale, contre toute réforme qui réduise les droits, comme l'Amendement 3. Le gouvernement a besoin d'un projet pour créer des emplois, pour garantir des salaires dignes et des logements, et pour réaliser la réforme agraire. Cette politique économique, fondée sur le solde positif du budget [avant le paiement des intérêts de la dette], des intérêts élevés et le paiement des titres de la dette, est nuisible pour les classes laborieuses et pour la souveraineté du pays, et ne sert qu'à enrichir des banquiers et de grands patrons, en étranglant toute possibilité d'investissement dans des politiques sociales par le maintien d'une concentration perverse de la richesse.

— Pour la première fois depuis la fondation du MST, en 1984, le président Luiz Inácio Lula da Silva n'a pas été invité au Congrès national du Mouvement qui a eu lieu récemment à Brasilia. Pourquoi ?

Lula est conscient que notre Congrès est d'une autre nature et qu'il ne se confond pas avec le gouvernement. La presse ne comprend pas non plus cela. Nous n'avons jamais invité aucun président de la République. Cela n'aurait pas de sens, car le Congrès est une activité pour nos militants et pour le débat interne de notre mouvement. Les autorités qui y ont participé l'ont fait soit de leur propre initiative soit en tant qu'amies du mouvement.

— Quel bilan faites-vous du 5^e Congrès national du MST ?

Notre congrès a été un moment de grande fraternisation entre les militants de 24 Etats, un moment de réflexion et d'analyse collectives sur le contexte de la question agraire et de la société brésilienne. Il a également été un moment de mobilisation, avec une marche pour dénoncer le fait que l'Etat brésilien, représenté dans ses trois pouvoirs de la République, empêche la réforme agraire. A part cela, après deux ans de discussion dans les campements et les assentamentos, nous avons mis au point notre Programme agraire, qui représente notre proposition pour l'agriculture brésilienne.

— Le ministre du Développement agraire, Guilherme Cassel, en réfutant vos critiques, a qualifié de « médiéval » le discours du Mouvement et a estimé que les mots d'ordre de ce dernier étaient dépassés. Quel est votre avis ?

Nous n'avons pas de temps à perdre avec des questions d'importance secondaire, qui ne contribuent pas à la réalisation de la réforme agraire. Ce que nous voulons, c'est un débat avec la société, y compris avec le gouvernement, sur un nouveau modèle agricole, qui donne la priorité à l'agriculture familiale tournée vers le marché intérieur et vers les pauvres du pays. Cela doit commencer par un processus massif de réforme agraire, à commencer par l'installation des 150 000 familles qui campent sur le bord des routes.

Nous ne pouvons pas continuer avec l'actuel modèle de l'agrobusiness, qui brade nos terres aux entreprises transnationales, qui expulse le peuple de la campagne, qui détruit l'environnement, impose des semences transgéniques et des agrottoxiques. Le nouveau modèle agricole que nous défendons est lié à un projet de développement, fondé sur la défense de la souveraineté populaire et sur un nouveau modèle économique, centré sur le renforcement du marché intérieur, la distribution de la richesse, une industrie nationale pour fournir des emplois et des revenus au peuple.

Ce qu'il y a, c'est que le président Lula a une dette à l'égard du MST et des paysans de l'ensemble du Brésil, car son gouvernement n'a pas fait la réforme agraire. Au contraire, c'est la concentration de la propriété des terres qui a augmenté.

— Que pensez-vous de l'inégalité des revenus dans le pays ?

L'inégalité entre riches et pauvres dans le pays est une honte. Elle est le résultat des choix faits par l'élite brésilienne, aussi bien par le passé qu'actuellement. Selon les recherches du professeur M. Pochmann, 5 000 familles contrôlent 40% de la richesse nationale, 10% de la population riche s'approprie 75%, alors que pour 90% de la population il ne reste que 25%.

La politique économique néolibérale en vigueur depuis le milieu des années 90 est orientée vers la préservation et l'augmentation de cette inégalité. La société brésilienne dépense actuellement, au moyen des impôts, près de 150 milliards de réais par an pour le paiement des titres de la dette publique, reversés à 20 000 familles de banquiers et de spéculateurs. Même le vice-président, José Alencar, a dénoncé ce transfert absurde.

Dans les campagnes, comme conséquence des choix effectués par les classes dominantes, nous avons perdu quatre occasions historiques de réaliser ladite réforme agraire classique, combinant la distribution des terres avec un projet de développement de l'industrie nationale pour développer un marché intérieur.

La première [de ces occasions] s'est présentée lors du processus d'abolition de l'esclavage, quand les travailleurs ruraux noirs voulaient travailler à la campagne, mais en ont été empêchés par la Loi des Terres de 1850. La deuxième s'est présentée lors de l'application d'un projet national d'industrialisation, dans les années 30. Puis, au début des années 60, avec la montée du mouvement de masse autour des propositions de João Goulart, surtout concernant la réforme agraire.

La dernière opportunité s'est présentée durant la campagne pour les élections Diretas Já [élections directe à la présidence], lorsqu'il y avait dans le Parti du Mouvement Démocratique Brésilien (PMDB) un climat favorable à la réalisation d'un projet de développement national. Depuis lors, les élites brésiennes ont laissé de côté le projet national et ont imposé au pays le néolibéralisme, qui subordonne l'économie brésilienne au capital international et financier, et qui accentue les inégalités sociales et la pauvreté.

— Comment voyez-vous la violence dans les campagnes ? Comment combattre cela ?

La fin des assassinats des travailleurs ruraux dépend de la réalisation de la réforme agraire et de la force des mouvements sociaux dans les campagnes. En effet, lorsque ces mouvements sociaux sont

bien organisés, ils peuvent mieux résister à la violence, comme l'a démontré le dernier rapport de la Commission Pastorale de la Terre (CPT). Les meurtres et l'impunité – qui permet aux tueurs à gage et aux latifundiaires qui les contractent de rester en liberté – démontrent l'intransigeance des classes dominantes en ce qui concerne les problèmes sociaux du peuple brésilien, problèmes qui sont toujours « résolus » en ayant recours à la violence et aux meurtres. Les meurtres de camarades hommes et femmes sont la conséquence de notre structure injuste de la propriété de la terre et de la mentalité rétrograde des latifundiaires.

Cela démontre également le caractère antisocial de l'Etat brésilien, qui ne cherche pas à résoudre les problèmes du peuple. Nous avons un pouvoir judiciaire qui protège les riches et qui se montre négligeant en ce qui concerne les droits des pauvres. Nous avons un pouvoir législatif qui depuis plus de 10 ans ne ratifie pas un projet de loi qui établit l'expropriation sans indemnisation des terres de propriétaires terriens qui profitent de travail esclavagiste. Enfin, nous avons un pouvoir exécutif qui n'a pas le courage de respecter la Constitution, qui détermine que toutes les grandes propriétés foncières qui ne remplissent pas une fonction sociale doivent être expropriées.

– Le président Lula est-il maintenant l'ennemi de la réforme agraire ?

Nos ennemis sont l'agrobusiness, les transnationales, les banques et le marché financier. Nous dénonçons également le fait que les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire empêchent la réforme agraire en protégeant les grandes propriétés foncières et en donnant leur soutien à l'agrobusiness. En ce qui concerne le gouvernement, nous lui avons déjà transmis une proposition et nous voulons discuter d'un plan à moyen et à long terme pour l'agriculture brésilienne pour combattre la pauvreté dans les campagnes et concrétiser la réforme agraire. Nous maintiendrons notre autonomie et continuerons critiquer la politique économique, dont le soutien accordé à l'agrobusiness et aux grandes entreprises au moyen de prêts des banques publiques et de l'exonération de la taxe d'importation.

– Comment voyez-vous la gauche brésilienne ?

La gauche brésilienne est en train de traverser un processus pédagogique et de commencer à comprendre que les transformations sociales ne se réalisent pas par la seule volonté d'un président, d'un parti ou même d'un gouvernement, fût-il notre ami et que nous ayons contribué à le faire élire. La transformation du pays se concrétisera avec la mobilisation du peuple brésilien autour d'un projet de développement national qui modifie la structure de la société brésilienne et soutient la croissance de l'économie avec des emplois, la réforme agraire, des investissements dans les services publics – notamment l'éducation et la santé – ainsi que la distribution de revenus et de la richesse.

Les mouvements de masse de gauche sont en reflux depuis 1989. Durant les années 80, le pays a vécu une période de montée des mouvements de masse qui est parvenue à imposer la démocratie et à orienter la société brésilienne vers des changements plus profonds. Pendant la décennie des années 90, ce reflux a entraîné une déperdition de forces dans le mouvement syndical, dont la base sociale a été ébranlée par le chômage et l'économie informelle impulsés par les politiques néolibérales.

– Quel est votre diagnostic du gouvernement de Lula ?

Le peuple a voté pour le président Lula contre le néolibéralisme. Néanmoins, les alliances conclues pour gagner les élections ont abouti à un gouvernement de coalition, lesté par des forces néolibérales. Il n'y a pas eu de remontée de mouvement de masse dans la société. Même avec un gouvernement plus progressiste que celui de FHC (Cardoso), le rapport de forces n'a pas été modifié en ce qui concerne le modèle économique. Notre société est très complexe, et les forces du capital,

alliées au capital international, sont très puissantes. Les transformations dans un pays comme le Brésil pourront se faire lorsque le peuple sera plus conscient, plus organisé et qu'il se manifestera par de grandes manifestations de masse, comme nous l'avons fait contre le régime militaire.

– Comment analysez-vous la série de scandales de corruption dans le pays ?

Sur le plan historique, l'Etat brésilien a été construit par des grandes fortunes, avec un système de faveurs et de corruption pour favoriser une bureaucratie liée aux dominants. Cela n'est pas nouveau. Il nous faut sortir du superficiel pour chercher la racine de ces déviations, qui se trouve dans l'étroite relation des sénateurs et des députés avec des entrepreneurs et des intermédiaires, des banquiers, et avec le marché financier. Une réforme politique ne servira à rien si elle n'implique pas des changements dans ce système, qui a 47 députés à Vale do Rio Doce ; 16 députés à Aracruz ; 27 au Banco Itau et 27 au Grupo Gerdau [noms de grandes entreprises].

Le problème de la démocratie brésilienne est plus profond que ce que montrent les journaux et la télévision. Nous avons besoin d'une réforme politique, mais pour mettre les pouvoirs et les institutions au service du peuple, au moyen de mécanismes de réelle participation et de représentation. L'article 14 de la Constitution prévoit la réalisation de plébiscites, de référendums et de consultations populaires. Avec d'autres mouvements sociaux et associations tels que l'Ordre des Avocats du Brésil (OAB) et la Commission Nationale d'Evêques du Brésil (CNNB), nous sommes coordonnés par le professeur Fabio Comparato pour une campagne de défense de la démocratie et de la République.

P.-S.

* Interview réalisé par Fernando Sampaio.

Publié en français sur le site RISAL - Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine.
URL : <http://risal.collectifs.net/>

Source : Tribuna da Imprensa (<http://www.tribuna.inf.br>), juillet 2007.

Traduction : revue A l'encontre (<http://www.alencontre.org>). Traduction revue par l'équipe du RISAL.